

Activité de la Chambre de commerce suisse en France pendant le mois de décembre 1941

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **22 (1942)**

Heft 1

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ACTIVITÉ DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE EN FRANCE PENDANT LE MOIS DE DÉCEMBRE 1941

PARIS (Siège de la Compagnie)

Conseil d'Administration

Pendant sa séance du 15 décembre, le Conseil d'Administration a discuté tout d'abord de la question de la diminution des ventes françaises en Suisse et il a demandé au Secrétariat Général d'entreprendre sans retard la série des visites aux Autorités françaises intéressées qui a été prévue dans le programme de l'enquête destinée à déterminer les diverses causes de cette contraction des exportations françaises vers la Suisse.

Puis il a approuvé, d'une part, le rapport du Comité de Direction sur l'activité de la Compagnie pendant le mois de novembre et, d'autre part, le tableau de la situation financière au 30 novembre qui lui a été présenté par le Trésorier.

M. Baumann, Président, a rendu compte ensuite de la séance tenue à Berne, le 16 novembre, par les Administrateurs résidant en Suisse, indiquant que la réunion avait eu surtout pour objet de jeter les bases d'un accord entre l'Office Suisse d'Expansion Commerciale et la Compagnie, en vue de coordonner plus efficacement dans l'avenir leurs efforts en faveur des échanges franco-suisse.

En même temps qu'il se disposait à demander à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 1942 d'augmenter le tarif des cotisations, le Conseil d'Administration a décidé de réaliser une compression des dépenses de la Compagnie par une simplification de son organisation intérieure.

Enfin, M. Baumann a indiqué à ses collègues l'état de ses pourparlers avec les Autorités allemandes en vue de rétablir des échanges de correspondance commerciale entre la France occupée et la Suisse.

Comité de Direction

Au cours de ses séances des 11 et 31 décembre, le Comité de Direction a homologué 1 décès, 1 démission, 4 radiations et 117 nouvelles adhésions. L'effectif de la Compagnie a ainsi passé de 2.903 à 3.014 Adhérents.

Commission des Admissions

La Commission des Admissions s'est réunie les 2 et 31 décembre, pour examiner le cas de certains Sociétaires n'ayant pas payé leur cotisation de 1941 ainsi qu'une liste de radiations et de nouvelles adhésions.

Commission des Publications et Règlements

La Commission des Publications et Règlements a consacré sa séance du 5 décembre à l'étude des différents textes qui constituent le numéro de décembre de la « Revue Économique Franco-Suisse ». Elle a, en outre, approuvé les propositions du Secrétariat Général pour le numéro de janvier.

Elle a décidé, pour se conformer aux prescriptions relatives aux économies de papier sans diminuer l'intérêt de la Revue, d'utiliser des caractères plus petits pour l'impression de cette dernière.

Secrétariat Général

Le Service des renseignements a été moins occupé en décembre que d'habitude, en raison des fêtes de fin d'année. Les demandes ont été relatives essentiellement à la réglementation douanière, à la correspondance commerciale, au renouvellement des cartes d'identité et au paiement des importations et exportations.

Le Secrétariat Général est intervenu avec succès, en diverses occasions, en faveur d'Adhérents de la Compagnie, notamment pour appuyer des demandes d'autorisations d'importation ou d'exportation. D'autre part, le Service des recouvrements de créance a réussi à liquider favorablement 11 affaires. On constate que le nombre des créances françaises sur la Suisse dont le recouvrement lui est confié croît rapidement. Il a fait une démarche auprès de l'Office des Changes français pour obtenir que les débiteurs qui n'ont pas déclaré leurs dettes anciennes avant l'expiration du délai accordé, soient cependant autorisés à en faire le versement.

De nombreuses visites ont été faites aux Ministères, aux Comités d'Organisation, aux Bureaux de Répartition et aux Chambres de Commerce en vue de déterminer avec eux les multiples causes de la diminution des ventes en Suisse de produits français et d'envisager les moyens susceptibles de les développer.

Le numéro de décembre de la « Revue Economique Franco-Suisse » a été envoyé le 28 écoulé. Sa parution a donné lieu à l'envoi d'un communiqué à la presse. Le fait que des Administrations ou des Institutions économiques privées demandent, en nombre croissant, à recevoir la Revue met en relief l'utilité de cette dernière et fait bien augurer de ses efforts pour intéresser les milieux compétents aux échanges franco-suisse.

Le Service de la correspondance commerciale a fonctionné dans de meilleures conditions qu'en novembre, les délais de transmission n'ayant guère dépassé deux semaines en moyenne.

Quant au Service des Laissez-passer, son activité s'est encore développée. Il n'a subi aucun échec en ce qui concerne les laissez-passer pour la zone interdite; il a réussi dans la grande majorité des cas en matière de laissez-passer pour la zone non-occupée; par contre, il n'a pu obtenir aucun laissez-passer pour la Suisse.

LYON (Section de Lyon et du Centre)

Comité

Le Comité de la Section s'est réuni le 30 décembre. Il a adopté le rapport d'activité du Secrétariat relatif au mois de novembre. Il s'est occupé, d'autre part, de la recherche de nouveaux locaux pour installer les bureaux de la Section dans des conditions qui répondent mieux à son importance actuelle. Il a également adopté le projet de budget de la Section pour 1942.

Puis il a procédé à un échange de vues sur la question de la régression des exportations françaises en Suisse. Il a décidé de renoncer, en raison des difficultés actuelles, aux démarches qu'il avait envisagé d'entreprendre en vue d'améliorer les relations ferroviaires entre Lyon et la Suisse.

Secrétariat

L'activité du Secrétariat s'est encore développée en raison du renouvellement en fin d'année de nombreuses cartes d'identité.

Beaucoup de visiteurs sont venus se renseigner au sujet d'affaires de compensation. Le Secrétariat ne s'est d'ailleurs pas borné à donner des indications à ceux qui lui en ont demandé; il a voué toute son attention au problème de la diminution des ventes françaises en Suisse, se tenant en rapport constant avec les Autorités fédérales, la Légation de Suisse à Vichy et diverses Institutions économiques helvé-

tiques. Grâce à son entremise, une quantité importante d'osier français a pu être exportée vers la Suisse.

Le rapport du Secrétaire signale que M. Louis Wegelin, Administrateur de la Compagnie et membre du Comité de la Section, et lui-même ont pris part au déjeuner offert par les délégués suisses aux négociations franco-suisse relatives au commerce de l'horlogerie entre les deux pays.

MARSEILLE (Section de Marseille et du Sud-Est)

Comité

Le Comité de la Section a tenu une séance le 23 décembre. Il a approuvé le rapport d'activité du Secrétaire pour le mois de novembre ainsi que la situation financière à la fin de l'année.

D'autre part, il a discuté du remplacement éventuel de certains membres correspondants de la Section et de l'opportunité d'en nommer dans les villes où il n'y en avait pas jusqu'ici.

Il a procédé également à un échange de vues sur la question des ventes en Suisse de produits français.

Enfin, il a examiné la possibilité d'importer de Suisse

des semences de pomme de terre pour les distribuer aux personnes suisses résidant dans la région de Marseille.

Secrétariat

Le Secrétariat s'est occupé de nombreuses affaires de compensation concernant les produits et services suivants : du côté français, façonnage et caoutchoutage de tissus, confection de luxe d'articles en soie, gazogènes, alfa, crin végétal, fibre de bambou d'Afrique du Nord, appareils électriques de chauffage; du côté suisse, textiles manufacturés, confection d'articles en coton, machines à calculer, filés de rayon.

Il a renseigné de nombreuses personnes sur la possibilité d'obtenir certains articles français ou suisses.

Comme son collègue de Lyon, le Secrétaire de la Section de Marseille et du Sud-Est a été en rapport étroit avec les Autorités suisses compétentes pour suivre l'évolution de la situation de droit et de fait des échanges franco-suisse.

Des indications ont été fournies à de nombreux demandeurs quant à la possibilité de transférer des avoirs d'un pays à l'autre et d'utiliser des comptes bloqués.

COMMUNICATIONS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE EN FRANCE

Deux circulaires importantes ont été envoyées par notre Compagnie à tous ses Adhérents au cours du mois de décembre.

1^o Circulaire du 12 décembre 1941 relative à « l'action contre la diminution des ventes en Suisse de marchandises françaises ».

Cette circulaire avait pour but de demander aux Adhérents de la Compagnie de collaborer à l'action entreprise par elle contre la diminution des ventes en Suisse de marchandises françaises. Elle les invitait à indiquer les marchandises françaises dont la vente en Suisse était, à leur connaissance, susceptible d'être développée. Un questionnaire était joint à la circulaire pour guider les intéressés dans l'établissement de leurs réponses.

Nous remercions vivement nos Adhérents qui ont bien voulu accéder à notre demande et nous donner des indications précieuses pour la conduite de notre action. Nous regrettons que les réponses ne nous soient pas parvenues en plus grand nombre et nous serions très reconnaissants à ceux qui auraient des renseignements utiles à nous communiquer et qui ne les ont pas encore portés à notre connaissance de le faire rapidement. Cette question de la diminution des ventes en Suisse de marchandises françaises intéresse, dans les deux pays, aussi bien les importateurs que les exportateurs, étant donné que les importations et les exportations sont étroitement liées les unes aux autres du fait même de l'existence d'un clearing entre les deux pays.

Nos Adhérents qui n'ont plus notre questionnaire entre les mains et qui seraient cependant désireux de nous faire

part de leur expérience à la suite de ce nouvel appel, voudront bien se reporter à la page 10 où il est reproduit.

2^o Circulaire du 24 décembre 1941 relative à la « réimpression de la liste des Adhérents de la Compagnie ».

L'effectif de notre Compagnie ayant considérablement augmenté depuis l'époque où la liste des Adhérents fut complétée pour la dernière fois (février 1939), nous avons estimé nécessaire de procéder à une réimpression totale de cette liste qui comprendra trois parties correspondant aux classements alphabétique, géographique et professionnel de nos Sociétaires.

A chacun de nos Adhérents nous avons envoyé notre circulaire du 24 décembre pour l'aviser de notre décision. Nous y avons joint le texte que nous nous proposons d'insérer en ce qui le concerne, en lui demandant de nous informer par retour du courrier des modifications qu'il pourrait désirer y apporter.

La quantité de papier dont nous disposons pour ce travail de réimpression ne nous permet pas de tenir compte de toutes les corrections qui nous ont été indiquées de la sorte, en particulier de celles qui allongent le texte (mention de succursales ou représentants se trouvant dans le même pays que le siège social, de numéros de téléphone, mention du même Adhérent sous plusieurs rubriques du classement professionnel, etc...).

D'autre part, nous signalons que notre classement alphabétique obéit à certaines règles impossibles à modifier et qui bannissent les termes génériques tels que société, usine, fabrique, établissements, etc... Les raisons sociales se trouvent sous les noms propres, les abréviations en forme de noms propres ou les noms de lieu qu'elles contiennent.